

Mais ils ont aussi mentionné clairement que le Japon doit traiter avec le nouveau Canada. Le Japon doit accroître ses importations d'articles manufacturés. Dans les domaines de la haute technologie, ils jugent qu'il est très important que nous explorions les possibilités de transferts de technologie et de coentreprises entre sociétés japonaises et canadiennes. Le Canada a des concurrents de catégorie internationale dans un grand nombre d'industries.

Ces conclusions de la mission Kanao sont extrêmement significatives, étant donné l'impact considérable que cette mission devrait avoir sur la façon dont le Japon fait affaire avec le Canada dans les prochaines années.

C'est un nouveau fondement sur lequel nous pouvons bâtir une relation économique plus large avec le Japon. Alors que les impressions de la mission Kanao sont encore bien présentes à nos esprits, je me rendrai au Japon la semaine prochaine afin d'explorer de nouvelles possibilités de commerce et d'investissement entre nos pays.

J'y rencontrerai plusieurs membres de la mission Kanao, y compris des dirigeants de Mitsui, de Mitsubishi, de Seiko, de Toyota et de la Banque industrielle du Japon. Je participerai également à deux séminaires sur l'investissement, l'un à Tokyo et l'autre à Osaka, qui sont organisés par M. Kanao dans le cadre des efforts des Japonais pour promouvoir ce qu'ils ont décrit comme un "nouveau Canada".

Depuis son arrivée au pouvoir en septembre 1984, le gouvernement a consacré beaucoup d'énergie à redynamiser l'environnement économique du Canada et à lui donner une nouvelle image à l'étranger. À un moment où le protectionnisme et l'introspection sont des phénomènes très réels dans certains pays occidentaux industrialisés, nous sommes déterminés à lutter contre ces pressions négatives. Par plusieurs mesures constructives, nous avons ouvert l'économie canadienne, érigeant non pas des barrières mais des ponts pour saisir les occasions qui s'offrent.

Deux obstacles très réels à la croissance - le Programme énergétique national et l'Agence d'examen de l'investissement étranger - ont été éliminés. L'AEIE a été remplacée par Investissement Canada, un organisme dont le mandat est de faciliter et de promouvoir l'investissement qui amènera au Canada des technologies, des idées, des capitaux et des emplois, bref des investissements qui renforceront notre compétitivité au plan international.